
Mer commune, sécurité commune

Bernard Ravenel

Evoquer le passé le plus ancien comme l'actualité la plus immédiate en Méditerranée provoque presque spontanément une représentation d'insécurité. Pour un Français, pour un Européen, la Méditerranée c'est d'abord un espace d'affrontement séculaire avec le monde arabo-musulman, c'est le terrorisme, c'est aussi, la poudrière balkanique, la Mafia sicilienne et ses multiples ramifications européennes.

Plus grave, la paix en Méditerranée c'est la "Pax romana" d'hier, la "Pax americana" d'aujourd'hui, comme si la paix dans notre mer intérieure ne pouvait être que le fruit de la contrainte d'une puissance ; comme si en Méditerranée, il ne pouvait y avoir de paix qu'impériale et comme si, par eux-mêmes, les Méditerranéens étaient de moins en moins capables de paix...

L'amiral américain A. Mahan, un des pères de la stratégie navale n'écrivait-il pas dès 1902 : "La Méditerranée appartiendra à un seul maître, tombera sous l'hégémonie d'une puissance dominante qui poussera ses avantages dans tous les domaines ou sera le théâtre d'un conflit permanent..."

Quatre mois à peine après la guerre du Golfe, le chef militaire de l'Otan, le général américain John Galvin, déclarait que la Méditerranée était la région "qui a le plus de risques de crises et de conflits dans l'avenir."

Mer de conflits, mer de tragédies, tel serait le destin de la Méditerranée. Au-delà de cette vision, n'y aurait-il aucune place pour

une autre Méditerranée possible, pour une "utopie méditerranéenne" qui permettrait, par un mariage heureux de la modernité et des identités culturelles locales, d'établir sur un pied d'égalité, les fondements d'une civilisation nouvelle à la hauteur des défis de notre temps ?

Plus concrètement, la fin de la logique des blocs militaires opposés qui, en termes de dynamique conflictuelle et de course aux armements, a trouvé en Méditerranée un terrain particulièrement propice, va-t-elle, peut-elle, laisser place à une perspective de règlement des conflits, de maîtrise des tensions, de rapprochements entre les rives du Nord et du Sud ? Le processus de paix israélo-arabe entamé à Madrid peut-il ouvrir un chemin dans cette direction ?

Mais à l'inverse, la guerre du Golfe, avec son onde de choc en Méditerranée, n'a-t-elle pas ouvert une autre voie : celle d'une nouvelle guerre froide — n'excluant pas de violents et meurtriers accès de fièvre — entre le Nord et le Sud de la Méditerranée où le rideau de fer laisserait la place à un "rideau d'or" militarisé entre les nantis du Nord et les prolétaires du Sud ?

En cette symbolique année 1992, l'avenir de la Méditerranée apparaît bien incertain...

Toujours est-il que la fin de l'affrontement bipolaire et l'amorce — encore bien fragile — de la fin de l'affrontement israélo-arabe offrirait pour l'ensemble méditerranéen une opportunité historique exceptionnelle : celle d'envisager une époque ouverte au règlement politique des conflits, au désarmement et par conséquent, au développement. Ce qui signifie une révision radicale de la conception de sécurité jusque-là confondue avec sa composante militaire.

Il faudra voir si les conceptions stratégiques qui vont s'imposer et s'installer dans la Méditerranée d'après-guerres (froide et du Golfe) empêcheront ou favoriseront une vision plus globale et une démilitarisation de la notion de sécurité en Méditerranée.

Au cours d'un colloque organisé en février 1991, en pleine guerre du Golfe à Bandol (Var), Pierre Dabiezies, président de la Fondation des études pour la défense nationale (FEDN), ne déclarait-il pas : « Le concept de sécurité en Méditerranée doit être en quelque sorte démilitarisé, être commun à l'Europe comme au Maghreb, être intégré dans un projet de coopération, qui implique de part et d'autre l'acceptation des mutations politiques sur chaque rive, à défaut de quoi, prévaudraient des tensions ou une hostilité contraires à l'objectif recherché »².

Cette évolution, en effet, paraît comme une condition préalable, non seulement pour une Méditerranée moins explosive, non seulement pour résoudre les énormes problèmes économiques, sociaux et écologiques de la région, mais aussi pour sauver "notre" mer d'une aventure sans retour que serait une guerre menée avec les armes terribles qui se

trouvent concentrées autour d'elle, à la surface et dans la profondeur de ses eaux...

Une mer pleine de turbulences

On le sait, la Méditerranée est un microcosme d'école pour les théoriciens des conflits. Quatre raisons, au moins depuis 1945, l'expliquent : une multiplicité pérenne de conflits locaux, une décolonisation difficile, des enjeux géostratégiques spécifiques, la logique des blocs.

1. La réalité conflictuelle de la Méditerranée peut se subdiviser en quatre sous-ensembles :

— le Proche-Orient avec le conflit israélo-arabe et ses conséquences sur l'ensemble de la région ;

— les relations gréco-turques à propos de Chypre, des espaces maritimes de la mer Egée et du contentieux territorial sur la Thrace orientale ;

— les Balkans où les tensions, après avoir été gelées par la guerre froide, débouchent sur des conflits ouverts ;

— le Maghreb où après la phase difficile de la décolonisation, se maintiennent des sources de tensions violentes concernant le tracé des frontières post-coloniales et où apparaissent des tensions internes explosives ;

2. La volonté de la Grande-Bretagne, de la France et aussi d'Israël de maintenir en Méditerranée, des formes de domination coloniale dépassées par l'histoire a, elle aussi, fortement entretenu une logique de confrontation violente .

3. A cette réalité conflictuelle où la Méditerranée occidentale peut apparaître plus paisible que la partie orientale, s'ajoute une série de facteurs géostratégiques propres :

— la Méditerranée est d'abord une très importante route pétrolière : 50% du pétrole consommé en Europe occidentale y transite. L'Italie, la Grèce, — mais aussi la Suisse et l'Autriche —, dépendent à 100% du pétrole arrivant dans les ports méditerranéens. Tout arrêt prolongé provoquerait l'effondrement de leur économie. Pour l'ex-URSS, 50% de ses exportations de pétrole passent par la mer chaude. Pour les Etats-Unis, le fait majeur tient à la nécessité de maintenir, pour leurs compagnies pétrolières, le libre accès au pétrole du Golfe avec des prix maîtrisés, même si 10% seulement de leur énergie provient de cette région.

— la Méditerranée est une mer semi-fermée : les détroits, lieux de passage obligés et verrous facilement contrôlables, constituent des

points clés. La maîtrise de ces détroits est donc un facteur géostratégique déterminant ;

— la structure géographique et les contraintes stratégiques confèrent aux îles une place particulière comme points d'appui avancés pour des fonctions militaires (Sicile, Malte, Chypre, etc) ;

— sous l'impulsion des Etats-Unis, inquiets de la situation dans le Golfe après la chute du Shah en 1978, s'est produite une extension géostratégique de la zone méditerranéenne qui part désormais des Açores pour aller jusqu'au Golfe ;

— l'évolution technologique tend à "rétrécir" l'espace méditerranéen: désormais, la mer est entièrement contrôlée à partir d'une aviation basée à terre.

4. En fait, le statut stratégique de l'espace méditerranéen s'est globalement défini dans le cadre de l'ordre militaire international bipolaire qui s'est progressivement établi après la deuxième guerre mondiale³.

Cet ordre bipolaire s'est concrétisé par une présence militaire permanente des deux superpuissances sous la forme de flottes de guerre. (La Vème flotte américaine et la cinquième escadre soviétique). Pour les deux superpuissances, mais surtout pour les Etats-Unis, nettement supérieur, la sécurité de la Méditerranée signifie fondamentalement la capacité de contrôle politico-militaire sur la région dans le cadre du bipolarisme. Dans les années 70, la Méditerranée est certainement le lieu de plus haute concentration des flottes et de plus haute concentration de fusées nucléaires à la mer. La Méditerranée est la mer la plus militarisée et la plus nucléarisée du monde.

Cette politique des blocs s'est traduite par des alliances militaires régionales bilatérales (Etats-Unis/Israël, URSS/Syrie...) qui n'ont trouvé leur justification que par un climat d'hostilité et de menace permanente réciproque. Il en est résulté l'impossibilité d'entamer tout processus sérieux de règlement des conflits — qui aurait supposé l'accord des deux Grands — sans parler de maîtrise des armements ou même de mesures de confiance dans ce domaine. La plus grande partie des pays riverains ont dépensé beaucoup d'argent — au détriment de leur développement civil — pour disposer d'armements de haut niveau et à grande capacité destructrice, encouragés d'ailleurs par un florissant commerce d'armes provenant des grandes et moyennes puissances (Etats-Unis, URSS, France, Italie). L'armement ainsi rassemblé a doté un certain nombre de pays — surtout ceux disposant de revenus pétroliers — d'armées surdimensionnées, disposant d'un potentiel offensif menaçant la sécurité de ses voisins, comme la Libye et l'Irak.

Le principal conflit méditerranéen — le conflit israélo-arabe — est né à l'ombre de la guerre froide et à l'intérieur de la structure bipolaire. Il a conditionné toute l'évolution de la Méditerranée orientale, n'a pas

épargné la partie occidentale (bombardement de la région de Tunis par Israël le 1er octobre 1985) et a imposé une vision étroitement militarisée de la notion de sécurité, dans le cadre de la domination de la logique des blocs.

Pendant toute cette période, la pensée géostratégique dominante a assimilé complètement sécurité et pouvoir militaire. La militarisation de la région trouvant sa justification ou même sa légitimité dans une militarisation du concept même de sécurité.

De ce point de vue, une place particulière doit être accordée aux conditions historiques de l'installation de l'Etat d'Israël dans la région. Pour se faire accepter et obtenir un statut optimal de sécurité — pensée en termes militaires et non en termes politiques — l'option israélienne passe assez rapidement d'une "défense active" de son droit d'existence territoriale à une politique expansionniste. Cette politique de "sécurité absolue", soutenue par l'Occident, contribue à assurer une prééminence durable et une doctrine de sécurité en Méditerranée.

Ainsi les frontières politiques sont confondues avec les frontières de sécurité, en fonction exclusive du rapport des forces militaires à un moment donné. L'instabilité régionale et une course permanente aux armements et à la protection d'une des deux superpuissances sont dès lors inévitables, avec tous les risques qui s'y rattachent. On l'a vu en 1973.

Du côté arabe, la lutte armée proposée par le mouvement national arabe contre Israël et contre la France (en Algérie) visait à son tour à rétablir la souveraineté arabe par la force des armes. Encouragée par la défaite française à Dien Bien Phu, la stratégie nationaliste arabe, rarement unifiée, considérait en fait que la sécurité des peuples arabes nécessitait à la fois le démantèlement des structures politico-administratives mises en place par le pouvoir colonial mais aussi l'expulsion — ou, au mieux, l'octroi d'un statut fragile — des populations d'origine européenne (française, anglaise) ou juives.

Finalement, pour l'ensemble des forces en présence dans cette Méditerranée "sous les blocs", on peut dire que la sécurité y est conçue sous une dimension étroitement militaire. Généralement, on cherche une sécurité absolue, ce qui implique de se donner les moyens, y compris nucléaires, de détruire l'ennemi. La sécurité absolue de l'un suppose l'insécurité absolue de l'autre. Tout accord imposé sur cette base devient caduc dès lors que change le rapport de forces.

Cette centralité militaire du concept de sécurité aboutit à une sous-estimation, à une "sous-perception", des dangers ou des menaces réelles qui pèsent sur les populations de la région et qui ne sont pas de nature militaire : chômage, faim, sous-développement, déséquilibres sociaux, dégradation de l'environnement... Par contre, on tend à surdimensionner certaines menaces non militaires que l'on entend

combattre par des moyens militaires. C'est le cas pour le terrorisme et pour toute déstabilisation d'un pays riverain qui remettrait en cause des intérêts (privés) des puissances dominantes (l'Égypte au moment de la nationalisation de la Compagnie de Suez).

En fonction d'une perception surdimensionnée de ces menaces, on met en place un modèle de défense caractérisé par une capacité offensive de projection de force susceptible de se traduire par une intervention armée dans les pays du Sud.

En dernière analyse, cette sécurité en Méditerranée sous la tutelle des blocs à dominante américaine, est uniquement perçue, appréhendée, à travers le prisme et en fonction des intérêts des pays occidentaux : États-Unis, Europe de l'Ouest et Israël.

Les intérêts de la rive nord dans le cadre de la suprématie américaine, sont les seuls pris en compte. En termes de sécurité, le Sud n'existe pas.

La Méditerranée, laboratoire du nouvel ordre mondial ?

Véritable sismographe du système des relations internationales, la Méditerranée va être directement touchée par les ondes de choc des grands séismes de cette fin de siècle. Mieux, elle sera elle-même le théâtre de ces nouvelles tendances planétaires.

Après avoir été en Grèce et en Turquie, le lieu de première application de la stratégie de containment énoncée par la doctrine Truman en 1947, la Méditerranée du début des années 90 devient le lieu d'intronisation du "nouvel ordre mondial" souhaité par les États-Unis.

La désintégration de l'URSS met fin à la guerre froide privée de sa raison d'être : il n'y a plus d'ennemi à l'Est. Plus, Gorbatchev, par sa politique de désarmement, a contribué à modifier profondément la conception de la sécurité. Celle-ci ne peut plus être fondée sur l'accumulation invraisemblable et même "baroque" de toute une panoplie militaire, en particulier nucléaire. L'affaire des euromissiles avait démontré que la sécurité n'augmente pas si les moyens mis en œuvre pour l'obtenir produisent concrètement une plus grande insécurité chez les autres. Désormais, et Ronald Reagan lui-même le dira, la sécurité doit être réciproque, commune, négociée, même et surtout avec l'adversaire potentiel. C'est le principe de la sécurité partagée, essence de tout système national et moderne de sécurité. En 1990, l'Otan reconnaît que "la sécurité de chaque Etat est indissociablement liée à celle de ses voisins."⁴

Avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), l'Europe commence alors à se doter d'un ensemble

d'institutions pan-européennes de coopération et de sécurité permettant de donner corps à cette nouvelle réalité stratégique. A ce moment, l'Europe se trouve en effet dans une situation exceptionnelle caractérisée par l'impossibilité — et même l'impensabilité — d'une agression de la part d'autres Etats ou groupes d'Etats. La "libanisation" en cours de l'ex-URSS qui implique une fragmentation de l'arsenal nucléaire soviétique entre plusieurs républiques ne peut être affrontée à partir d'une intervention armée. Seul un processus politique de coopération et de solidarité économique et politique avec les forces démocratiques, accélérant le processus de désarmement en cours et développant de nouveaux mécanismes supranationaux dans le cadre de la CSCE, peut permettre une solution politique, non militaire à ce scénario de fin d'empire.

Toujours est-il que cette disparition des éléments constitutifs de la guerre froide concerne non seulement l'Europe, mais aussi l'ensemble méditerranéen.

Une nouvelle perception des enjeux méditerranéens

Quittant la scène, l'affrontement Est-Ouest a, en quelque sorte, mis à découvert ce qui, jusque-là, avait été occulté ou refoulé, en tout cas gravement sous-estimé, à savoir la double crise, économique et écologique qui, au cours de la décennie 80, s'est particulièrement approfondie en Méditerranée.

La crise économique, c'est d'abord l'ampleur des déséquilibres entre le Nord et le Sud :

— aggravation de la crise dans les pays arabo-musulmans qui voient se propager une misère diffuse, croissante, désespérée, débouchant, de Casablanca au Caire en passant par Alger et Tunis, sur des émeutes de la faim que l'on croyait d'un autre temps ;

— un creusement de l'écart entre les richesses du Nord et la pauvreté du Sud : en 1983, en termes de PIB/habitant, l'écart entre la France et l'Egypte était de 1 à 15 ; en 1989, il est de 1 à 20 ;

— une dette étouffante bloquant absolument toute perspective d'investissement pour le développement. Pour le président de la Banque du crédit populaire d'Algérie, Omar Benderra, le diagnostic est sans appel : «Ce que nous constatons dans les pays du tiers monde en général et dans ceux de la Méditerranée en particulier, c'est la dégradation de leurs conditions économiques due surtout aux problèmes de la dette, de la domination à travers la dette, un étranglement lent, le "baiser de la mort". Cette grave situation de la

dette externe que connaissent nos économies se maintient grâce aux techniques de rééchelonnement que nous considérons comme criminelles quand nous nous rendons compte des résultats de ces politiques économiques en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.»⁵

Selon Georges Corm⁶, “depuis la fin des années 70, les pays non industriels de la Méditerranée remboursent chaque année de 5 à 8 milliards de dollars de plus qu’ils ne reçoivent des pays de l’OCDE”. En clair, la rive sud finance la rive nord de la Méditerranée.

On peut donc considérer que la principale menace qui pèse aujourd’hui sur la Méditerranée — à l’image de l’ensemble de la planète — provient de l’abîme qui se creuse entre les pays riches et les pays pauvres. Toute politique de sécurité doit d’abord prendre en compte ce fait majeur, car la misère — c’est-à-dire l’insécurité quotidienne de dizaines de milliers de gens dans les pays riverains — sera de plus en plus source de tensions et de conflits, incompatibles avec l’objectif de stabilité.

A cette crise s’ajoute l’agression écologique qui met en danger de multiples aspects de la vie quotidienne en Méditerranée, laissant peser des menaces beaucoup plus réelles que les forces armées d’un ennemi possible ou imaginé...

On assiste en effet à une détérioration généralisée de l’écosystème méditerranéen (mer, littoral) comme effet de la surexploitation et de la pollution de la mer. D’autre part, l’épuisement du potentiel hydraulique, la pollution des eaux potables, la réduction des surfaces arables grignotées par l’urbanisation, l’industrialisation et la désertification, laissant prévoir, dès la décennie 90, des situations de pénurie sans précédent. La saturation des moyens urbains de traitement des déchets rend la vie dans les grandes villes du Sud de plus en plus insupportable. Déjà dans les quartiers de la soif du Caire, non équipés de réseaux d’adduction d’eau potable, les marchands d’eau vendent le m³ à des prix exorbitants...

Cette détérioration de l’écosystème affecte essentiellement les populations les plus démunies des villes et des campagnes du Sud. Elle ne peut que pousser celles-ci à chercher dans l’immigration un exutoire à un cadre de vie qui tend à se transformer en cadre de mort.

L’écosecureté, la sécurité écologique, devient un axe essentiel d’une politique de sécurité en Méditerranée.

Concilier développement et environnement dans un monde méditerranéen profondément instable devient, y compris en termes de sécurité, le défi majeur de la fin de ce siècle.

Ainsi s’imbriquant à l’idée — nouvelle — que la sécurité des uns se fonde de moins en moins sur l’insécurité des autres, s’affirme une

Menace du Sud ou menace du Nord ?

Mais à côté de cette évolution vers une idée renouvelée de sécurité immergée en Europe du sud, tout un discours sur "la menace du Sud". "L'Est ne fait plus peur, le Sud est de plus en plus redouté". C'est en ces termes que le Sirpa (service d'information des armées) commente la série de sondages qu'il a commandés pour le compte du ministère de la défense à la SOFRES, comme il le fait chaque année⁸.

Sur le terme de "menace", il existe une confusion parfois délibérément entretenue entre "menaces", "risques", "conflits" et "problèmes" qui sont des choses différentes. Surtout, il apparaît que la plus grande partie des "menaces" ne sont pas de caractère militaire : faim, sous-développement, pression démographique, dégradation écologique... sont les principaux problèmes qui effectivement menacent la vie et même la survie de l'humanité en Méditerranée.

Or les appareils culturels principaux — les médias — se consacrent davantage à développer des perceptions ou des représentations de menaces militaires plutôt qu'à faciliter la réflexion sur les autres "problèmes" et donc sur la question des moyens pour les résoudre. Si bien que les sociétés sont amenées à affecter beaucoup plus de ressources à la prévention d'hypothétiques menaces militaires qu'à répondre aux réelles menaces qui ne sont pas militaires.

C'est dans ce climat culturel qu'il faut parler des "menaces en Méditerranée", les documents officiels — comme ceux de l'UEO — ou officieux⁹ estimant que la zone méditerranéenne est porteuse de menaces pour l'Europe¹⁰... Pour Michel Vauzelle, président de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, la notion de menace du Sud est une "sottise absolue" ; il considère même qu'évoquer "le danger du Sud est une faute morale : on le crée en en parlant"¹¹.

On "oublie" que les pays de la rive Nord, membres de l'Otan, absorbent au moins 80% des dépenses de la zone méditerranéenne, qu'ils disposent de 70% des hélicoptères, de 100% des porte-avions, de 75% des sous-marins, de 78% des corvettes frégates et destroyers, de 40% des avions de combat¹² et de la totalité de la capacité nucléaire...

A bon droit, le Sud peut s'estimer menacé militairement par le Nord...

En dernière analyse, on peut dire qu'en Europe du Sud, la politique de sécurité vis à vis des pays méditerranéens du Sud est surdéterminée

par le problème de la gestion des flux migratoires. Comment faire en sorte que la crise structurelle des pays du Sud — crise à laquelle on n'imagine plus de solution possible dans un délai prévisible — ne se traduise en forte poussée migratoire vers le Nord ? Telle est la question à laquelle l'Italie, pleinement approuvée par ses pairs européens, dans l'affaire des boat people albanais de mai 91, a apporté une réponse radicale : réexpédition forcée en bloc et patrouillage militaire des côtes albano-italiennes... C'est ce scénario d'empire romain de la décadence assiégé par les barbares qui hante aujourd'hui une bonne partie des sociétés européennes lorsqu'elles pensent à la Méditerranée...

Dans ce contexte, la guerre du Golfe, de portée mondiale, a eu de multiples conséquences en Méditerranée. D'abord sur le plan géostratégique, la sécurité de l'Occident (Etats-Unis, Europe occidentale) et celle du Moyen-Orient sont considérées comme liées, puisque la Méditerranée, surtout après la révolution iranienne, remplit la fonction de "couloir aérien et naval" pour les interventions "hors zone" des forces de l'Otan. Ensuite, sur le plan culturel, le sentiment d'appartenance à la communauté arabo-musulmane des sociétés de la rive sud s'est trouvé fortement exacerbé face à l'intervention militaire menée par les Etats-Unis contre un pays arabe. La guerre du Golfe a renforcé les représentations négatives que chacun, au Nord et au Sud, pouvait avoir l'un de l'autre, approfondissant ainsi le fossé politico-culturel entre les deux rives.

Et puis, cette guerre a surtout relancé l'idée d'une guerre possible menée avec des moyens conventionnels très sophistiqués et meurtriers pour "résoudre" les problèmes conflictuels de la région. La certitude de l'Occident d'importer utilement une rationalité armée contre le désordre, le chaos, les massacres, s'en est trouvé revigorée...

Mais en même temps, la guerre a remis la question palestinienne sur le devant de la scène. L'Intifada aidant, la nécessité d'apporter une solution devient pressante si l'on veut établir une certaine stabilité régionale, dans la perspective du "nouvel ordre mondial" annoncé par Georges Bush. Dans ce cadre, vouloir résoudre le problème palestinien implique que soient apportées des solutions d'ensemble aux problèmes qui s'interpénètrent dans la région : le conflit israélo-arabe, la question de l'eau, le contrôle du commerce des armes, l'établissement d'une zone libre d'armes à destruction massive, de nouvelles formes de coopération économique régionale, un rééquilibrage économique et politique d'ensemble du monde arabe avec ses répercussions sur le marché mondial des capitaux...

Face à la question de la sécurité en Méditerranée, devenue un problème global, les Etats-Unis et l'Europe occidentale ont, chacun à sa manière, pris conscience des enjeux et de leurs interdépendances.

L'administration américaine désormais à la tête d'un monde

unipolaire sur le plan stratégique — mais multipolaire sur le plan géo-économique — se trouve en quelque sorte contrainte de mettre en place un “nouvel ordre” qui assure une certaine stabilité et qui amorce le règlement des problèmes les plus aigus dans les régions considérées comme vitales pour les Etats-Unis. C’est le cas de la Méditerranée. Les Etats-Unis ne peuvent plus seulement se contenter d’être le “policier mondial”, ils doivent mettre en place des solutions réelles — même si elles sont partielles — aux conflits en cours. C’est dans ces conditions seulement qu’ils peuvent à la fois envisager un usage sélectif et ciblé de la force et répondre aux intérêts de leurs alliés régionaux tout en obtenant un certain consensus auprès de leurs partenaires-rivaux économiques (Allemagne, Japon). Comment établir une paix qui puisse garantir en même temps le maintien ou la reconquête de l’hégémonie ?

C’est dans cette phase de transition, à vrai dire pleine d’incertitudes, que les Etats-Unis en sont amenés à prendre en charge sérieusement le processus de paix au Moyen-Orient et d’une manière générale, à jouer un rôle de médiation dans tous les conflits en cours dans la région (Chypre), y compris pour la Yougoslavie.

De son côté, l’Europe occidentale a été amenée avant et après la guerre du Golfe, à avancer deux types de propositions pour aborder les questions de la Méditerranée.

D’abord une proposition globale : celle de la conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM), transposant le processus de la CSCE, articulant questions de sécurité, de coopération économiques et questions humanitaires. Cette proposition espagnole et italienne part du présupposé que la sécurité dans la Méditerranée ne peut se diviser ou se compartimenter¹³.

Ensuite une proposition sub-régionale : celle dite des “4+5” (quatre au Nord : Portugal, Espagne, France, Italie, et cinq au Sud, membres de l’Union du Maghreb arabe : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) auxquels s’est ajoutée Malte. Les Dix ont mis au point un programme de travail sur des thèmes d’intérêt prioritaire : institutions financières multilatérales, autosuffisance alimentaire, lutte contre la désertification, immigration, gestion de la dette extérieure, sauvegarde du patrimoine culturel et création d’une banque de données méditerranéenne. Rien n’est prévu dans le domaine de la sécurité proprement dite, comme si on avait considéré qu’en cette matière, il ne pouvait y avoir de rapport de partenariat avec le Sud...

Sur la proposition de la France, les Dix ont reporté la discussion du projet de la CSCM qui a, par ailleurs, rencontré l’hostilité des Etats-Unis et de l’Allemagne.

On peut se demander, en préalable, s’il est pertinent de prendre le “cadre méditerranéen” pour traiter de problèmes de sécurité. La notion de “cadre méditerranéen” de sécurité se fonde sur l’idée que l’Europe

ne peut espérer une réelle sécurité si elle s'appuie sur un Sud transformé en une mosaïque d'instabilités et de tensions diverses, en bref, sur une poudrière.

Perspectives et conditions d'une sécurité commune

Une option européocentrique de type "citadelle" européenne comme beaucoup le souhaitent, constitue de ce point de vue, une dramatique et dangereuse illusion. Le déséquilibre structurel qui s'aggrave entre les deux rives, l'interdépendance accrue des phénomènes qui les relient rendent absolument irréaliste toute perspective de sécurité séparée, excluant le Sud.

De son côté, le monde arabe, pour des besoins vitaux de développement et de démocratie, pour éviter une marginalisation à l'échelle de la planète, revendique des rapports étroits avec une Europe développée et démocratique. Tout repli sur soi le condamne au maintien du sous-développement et à la régression socioculturelle engendrée par la montée en force de l'intégrisme.

Il existe donc un double impératif, réciproque, de compréhension et de coopération entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

Ce projet "utopique" d'une Méditerranée formant l'axe d'une sécurité commune entre l'Europe et le monde arabo-musulman suppose la réalisation progressive d'un ensemble de conditions que pour conclure, l'on ne peut évoquer que brièvement :

— respect d'un droit international indiscutable fondé sur le droit des peuples à l'autodétermination ; dans l'immédiat, le règlement du conflit israélo-palestinien, puis la question de Chypre, celle du Liban, mais aussi le problème kurde, doivent être traités sur ces bases.

— désarmement : la guerre du Golfe a, d'une certaine manière, montré l'échec d'une conception militariste des relations internationales. D'un côté pour ceux qui croient que l'émancipation arabe et la libération de la Palestine passeraient par la construction d'une puissance militaire capable de parité avec Israël ; de l'autre, pour ceux qui, en Israël, estiment que la sécurité militaire ne doit pas prendre en compte, ou le moins possible, toute perspective de solution politique ou encore qui pensent que le contrôle de territoires constitue une protection pour l'Etat.

Résoudre la question palestinienne et israélo-arabe signifie du même coup aller vers un système de sécurité collective fondé sur la coopération et la confiance. Le désarmement concernant d'abord les armes de destruction massive sera le test décisif de la volonté d'établir une sécurité commune partagée dans la région. La prolifération

nucléaire et chimique comme celle des missiles balistiques ne peut se résoudre qu'à travers un contrôle des exportations et des transferts de certains produits. Le désarmement devient un pilier de la politique de sécurité en Méditerranée, qui suppose aussi une défense non provocatrice.

— développement et co-développement : la sécurité en Méditerranée est impensable si continue à se creuser le fossé entre les deux rives. La polarisation de la richesse d'un côté et de la misère de l'autre, s'accompagnant d'une dynamique démographique qui accroît les déséquilibres, est porteuse de ruptures dramatiques et totalement incompatibles avec la stabilité de la région. La nécessité d'un rééquilibrage géo-économique garantissant en même temps les écosystèmes, est l'objectif incontournable de toute "politique méditerranéenne rénovée" de la part de l'Europe communautaire. Ce qui suppose une stratégie conjointe de développement ou de co-développement, prenant en compte les limites et les échecs précédents qu'on ne peut plus se permettre de reproduire. La nécessité de liquider la dette est une condition nécessaire, sinon suffisante, pour réclamer une coopération profitable. Par ailleurs, le Sud a à reconquérir, dans une économie extravertie, son propre marché intérieur, ce qui signifie pour la population, fixer ses besoins sociaux prioritaires (santé, éducation, emploi, alimentation...). Or l'expression de ces besoins passe par la confrontation libre, c'est à dire en fait par la démocratie.

— démocratie : l'extension de la démocratie dans toute la région méditerranéenne nécessite à la fois une autre politique de coopération répondant mieux aux besoins de la société et aussi l'établissement d'une confiance mutuelle permettant une collaboration sur des bases durables et fécondes.

Les régimes politiques non démocratiques, non respectueux des droits de l'homme, ne peuvent inspirer la confiance chez les voisins et les interlocuteurs, lorsque des problèmes surgissent dans ces systèmes politiques, souvent privés de légitimité populaire ; la tendance est forte de chercher des causes externes pour serrer les rangs contre les ennemis externes — et leurs "complices" internes. L'absence de démocratie n'est pas seulement une question intérieure, elle est aussi facteur de déstabilisation internationale. De ce point de vue, l'issue du processus de transition démocratique en Algérie pèsera lourd dans l'avenir proche de la sécurité de la Méditerranée occidentale.

Penser la sécurité méditerranéenne pose un grand nombre de questions qui ont le mérite d'être au centre des préoccupations et des angoisses des peuples riverains. Cela suppose plus que jamais une réflexion "méditerranéenne", collective, Nord-Sud, plurielle et pluraliste. En définitive, il s'agit de construire ensemble un nouveau concept de sécurité méditerranéenne commune, en donnant la priorité

aux composantes économique, écologique, culturelle et politique dans le cadre d'une coopération ouverte entre les pays riverains. Une perspective incompatible avec la poursuite ou la relance de logiques militaires pour régler les conflits et qui s'insère dans un "projet" méditerranéen susceptible d'offrir aux peuples de la région une autre façon de vivre, précisément en sécurité. Cela exige une transformation mutuelle de l'échange économique et culturel, cela exige, in fine, une reconnaissance de l'autre comme partenaire.

Mais, une question surdétermine toutes les autres et elle n'est pas résolue : pour combien de temps encore les Etats-Unis continueront-ils à être la clé de la sécurité en Europe et en Méditerranée ?

Bernard Ravenel est professeur à Paris et l'auteur de *Méditerranée : Le Nord contre le Sud ?*, Ed. L'Harmattan, 1990.

Notes :

1 *El Pais*, 3 mai 1991.

2 Actes de la table ronde de Bandol : "La Méditerranée occidentale, un espace à partager", organisée le 8 et 9 février 1991 par la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, p.130.

3 L'équilibre bipolaire en Méditerranée n'a été qu'apparent. Les Etats-Unis ont disposé d'une incontestable et écrasante supériorité, surtout si on ajoute le réseau d'environ 200 bases et les "facilités" diverses dont ils disposent dans les pays riverains. La position de l'URSS — qui, après le départ de l'Albanie, n'a plus aucun allié direct sur les rives de la Méditerranée — a toujours été secondaire, subalterne. Elle avait comme objectif principal de diminuer la menace que faisait peser sur sa sécurité territoriale, la présence de la VIème flotte dotée d'un très important arsenal nucléaire. En outre, les Etats-Unis avaient réussi à transformer certains de leurs alliés régionaux en Etats-gendarmes ou sentinelles. Ce fut surtout le cas de la Turquie, d'Israël et de l'Iran.

4 Déclaration de Londres, Otan (point 4) 6 juillet, 1990.

5 Intervention au colloque "Dialogue méditerranéen des citoyens", organisé à Grenade (Espagne) le 25 avril 1991.

6 *Les Echos*, 5 juillet 1991

7 Sur ce thème, lire *Cultures et Conflits*, N°2, printemps 1991, Ed. L'Harmattan, consacré à "La menace du Sud : images et réalités".

8 *Le Monde*, 20 septembre 1991.

9 Tel l'ouvrage : *Menaces en Méditerranée*, de C. Nigoul et M. Torrelli, publié par la FEDN, 1987.

10 Sur ce thème, je me permets de reporter le lecteur intéressé à la série de deux articles que j'ai rédigés pour la revue *Damoclès*, N°45 octobre et N°46 novembre 1990.

11 Intervention de Michel Vauzelle, Forum de l'Ecole militaire, 30 octobre 1991.

12 Les avions de combat en Algérie et en Libye achetés à l'URSS et à la France datent d'au moins vingt ans...

13 Francisco Fernandez Ordoñez (ministre espagnol des Affaires étrangères) : "Quelle structure pour la Méditerranée ?", *Revue de l'Otan*, octobre 1990.